



BURKINA FASO



UNION EUROPEENNE

Projet d'Appui au renforcement des capacités
du Système statistique national
9 ACP BK 06

Projet financé par le Fonds européen de développement

MISSION EMPLOI 2
(26 juillet – 8 août 2009)

Rapport final
21 septembre 2009

Sophie GUILLEMIN

Sommaire

I. Introduction.....	6
I.1 Contexte et objectifs.....	6
I.2 Démarche adoptée et constat.....	6
II. Propositions d'amélioration des publications et des données existantes	8
II.1 L'Annuaire statistique du marché de l'emploi 2007 (ONEF)	8
II.1.1 Documentation des informations statistiques.....	8
II.1.2 Présentation et analyse des statistiques	10
II.2 L'Annuaire statistique du Ministère du travail et de la sécurité sociale 2007	12
II.2.1 Documentation des informations statistiques.....	12
II.2.2 Présentation et analyse des statistiques	13
II.3 Les autres données existantes	15
II.3.1 L'annuaire statistique de la CNSS	15
II.3.2 Le Livre blanc de la fonction publique (MFPRE)	15
II.3.3 Les productions de l'INSD	16
III. Propositions de nouvelles publications.....	19
III.1 Proposition de contenu d'un Bulletin/Annuaire annuel de l'emploi	19
III.1.1 Démographie.....	19
III.1.2 Education	19
III.1.3 Emploi	19
III.1.4 Demande et offre de main-d'oeuvre	21
III.1.5 Dialogue social.....	22
III.1.6 Protection sociale.....	22
III.1.7 Secteur informel	22
IV Communication et diffusion des statistiques de l'emploi	24
Annexes.....	26
Annexe 1 : Maquettes de tableaux récapitulatifs.....	26
Annexe 2 : Propositions de maquettes de tableaux pour le Bulletin/Annuaire de l'emploi	34
Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées	40
Annexe 4 : Aide mémoire de fin de mission	41
Annexe 5 : Termes de référence de la mission	45

Sigles et abréviations

ANPE	Agence Nationale Pour l'Emploi
ARC-SSN	Appui au Renforcement des Capacités du Système Statistique National
BIT	Bureau International du Travail
CARFO	Caisse Autonome de Retraite des Fonctionnaires
CITI	Classification Internationale Type des Industries
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DAF	Direction de l'Administration et des Finances
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DRTSS	Direction Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale
EBCVM	Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages
EPE	Etablissement Public de l'Etat
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPE	Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi
FASI	Fonds d'Appui au Secteur Informel
FONA-DR	Fonds National d'Appui aux travailleurs Déflatés et Retraités
ICMT	Indicateurs Clés du Marché du Travail
INS	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MESSRS	Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPRE	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
MJE	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
NAEMA	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
PFM	Programme de Formation aux Métiers
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
QUIBB	Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SIGASPE	Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SIME	Système d'Information sur le Marché de l'Emploi
TRE	Techniques de Recherche d'Emplois

Résumé

La mission a rencontré les principales institutions produisant des statistiques sur l'emploi et analysé les informations produites et diffusées. Il existe de nombreuses statistiques administratives, mais elles sont parcellaires et posent un problème de couverture des données. La plupart des informations publiées dans les annuaires sont peu documentées ce qui rend leur utilisation difficile. Les statistiques sont très détaillées et mériteraient d'être synthétisées à des fins d'analyse. Concernant les productions de l'INSD, certains concepts clés ne sont pas harmonisés, ni conformes aux standards du BIT, limitant de fait les possibilités de suivi du marché du travail.

Des recommandations ont été formulées visant à améliorer les publications et les statistiques produites. Concernant les données administratives, elles portent sur l'élaboration de métadonnées, la production de documents plus synthétiques et l'exploitation de nouvelles statistiques. Pour les productions de l'INSD qui alimentent les principaux indicateurs sur la structure du marché de l'emploi, il est urgent d'harmoniser les concepts de base afin de permettre des comparaisons nationales, régionales et internationales, et temporelles. Une des priorités est l'adoption d'une définition nationale de la population en âge de travailler. Une autre priorité est la mesure du sous emploi selon les standards du BIT dans les prochaines enquêtes menées par l'INSD. Plus généralement, le problème de la normalisation statistique se pose dans le cadre du développement du SIME et il est important de définir avec les institutions concernées des classifications/nomenclatures harmonisées en matière de catégorie socioprofessionnelle, profession et activité économique.

Une proposition de contenu pour un nouveau bulletin/annuaire de l'emploi est présentée. Ce document produit annuellement répond au besoin de regrouper et synthétiser les nombreuses informations existantes. Il est souhaitable que ce bulletin/annuaire soit produit par l'ONEF, dont une des missions est la constitution d'un système d'information efficace sur l'emploi, la formation professionnelle et le marché de l'emploi. Cependant l'élaboration de ce bulletin/annuaire requiert au plan institutionnel de conférer à l'ONEF la mission de coordonner la diffusion des données relatives au marché de l'emploi. Dans son format actuel, le document est structuré en sept thèmes : (i) démographie, (ii) éducation, (iii) emploi, (iv) demande et offre de main-d'œuvre, (v) dialogue social, (vi) protection sociale, et (vii) secteur informel. La proposition de contenu a été élaborée en s'appuyant sur les conclusions de la mission Emploi 1, ainsi que sur les travaux réalisés par Afristat sur le développement de systèmes d'information sur le marché de l'emploi¹. Elle intègre certains des indicateurs clés du marché du travail (ICMT) du BIT et tient compte du dispositif de suivi de la Politique Nationale de l'Emploi. En revanche, la mission ne s'est pas appuyée sur le dispositif du suivi-évaluation du CSLP qui est en cours de révision.

C'est un document évolutif, qui doit être développé et enrichi des nouvelles statistiques produites, notamment les résultats du recensement de la population, ceux du recensement industriel et commercial et enfin ceux du recensement agricole qui permettront d'obtenir des données actualisées sur le secteur moderne, d'une part, et informel, d'autre part. Il devra être actualisé pour appuyer les dispositifs de suivi nationaux, en particulier le dispositif du suivi de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD).

¹ Afristat projet LMIS - ACBF : «Amélioration des données statistiques du marché du travail et le renforcement de la gestion de l'information et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique ».

Concernant un plan de communication et de diffusion des statistiques de l'emploi, il est conseillé de renforcer la diffusion électronique. La diffusion via les sites internet est actuellement très limitée, voire même inexistante dans certaines institutions.

Au niveau des produits, il est recommandé d'élaborer un recueil des métadonnées du SIME couvrant l'ensemble des statistiques disponibles en matière d'emploi. Ce document est essentiel dans le cadre du développement du SIME, pour à la fois favoriser l'utilisation des informations produites et appuyer le processus de normalisation statistique. Une proposition de contenu d'un bulletin infra-annuel (trimestriel ou semestriel) de l'emploi est présentée, qui repose sur les données actuellement disponibles. La mission conseille également de réaliser une courte publication (du type 4 pages), lors de la sortie d'un annuaire statistique. Ce document de synthèse diffusé sous forme électronique permettrait de toucher un large public et contribuerait à l'appropriation des résultats.

I. Introduction

I.1 Contexte et objectifs

Le problème du chômage et du sous-emploi au Burkina Faso et plus généralement en Afrique a un caractère structurel. L'emploi est au cœur des préoccupations du programme quinquennal 2006-2010 du Burkina Faso. Une Politique Nationale de l'Emploi a été adoptée en 2008, dont l'une des composantes est l'amélioration du système d'information sur l'emploi (SIME).

Le renforcement du SIME est un des axes du projet d'Appui au renforcement des Capacités du Système Statistique National (ARC-SSN). Une première mission sur l'emploi a été réalisée en décembre 2008, destinée à dresser un état des lieux de la production des statistiques sur l'emploi et à élaborer des propositions d'amélioration pour aboutir à un système d'information statistique cohérent, assurant régularité, fiabilité et qualité des données.

Ces propositions ont été approuvées au cours d'un atelier de validation du système d'information et des outils de collecte des données sur l'emploi qui s'est tenu en avril 2009. L'atelier a également permis de valider des maquettes de collecte de données et de s'accorder sur le contenu des principales publications sur l'emploi.

La présente mission s'inscrit dans ce cadre, plus précisément les résultats attendus sont les suivants :

- Améliorer les publications existantes ;
- Proposer des maquettes de nouvelles publications ;
- Proposer un plan de communication et de diffusion des statistiques de l'emploi.

I.2 Démarche adoptée et constat

La mission a rencontré les principales structures participant au SIME : l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF), l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), le Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi (MJE), le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MTSS), la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat (MFPRE) et le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD). L'objectif était, d'une part, d'actualiser l'état des lieux élaboré au cours de la mission Emploi 1 et, d'autre part,, d'identifier les besoins de ces structures et les principaux développements/projets qui sont en cours. La liste des personnes rencontrées figure en Annexe 2.

Cette phase de consultation a été suivie par l'analyse des publications et des données statistiques produites, qui a débouché sur les constats suivants :

- Les statistiques/données produites sont insuffisamment documentées, ce qui peut rendre leur utilisation difficile. L'Organisation du travail² recommande de diffuser une documentation, mise à jour périodiquement, portant sur les métadonnées (définitions, méthodologie, sources, degré d'alignement par rapport aux recommandations internationales ...) destinée aux utilisateurs.

² OIT « Directives concernant les méthodes de diffusion des statistiques du travail » approuvées par la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail (octobre 1998).

- Beaucoup d'informations sont disponibles, notamment issues de sources administratives, mais elles sont parcellaires et posent pour la plupart un problème de couverture des données.
- Certaines statistiques issues des sources administratives sont présentées de façon très détaillée, correspondant davantage à un usage de rapport d'activités qu'à celui d'annuaire statistique.
- Peu d'informations sont disponibles sur les entreprises, du fait notamment de l'absence d'un répertoire d'entreprises à jour.
- Concernant les productions de l'INSD, certains concepts clés ne sont pas harmonisés, ni conformes aux standards du BIT.
- Plus généralement, le problème de la normalisation statistique se pose pour le développement du SIME, à savoir l'utilisation de classifications/nomenclatures standardisées pour rapprocher les données issues des enquêtes et des données administratives.

Partant de ces constats, des propositions d'amélioration des publications et des statistiques existantes sont formulées dans la seconde partie de ce rapport. La troisième partie aborde la production de nouvelles publications. Un projet de publication annuelle est présenté. Elle est suivie par des recommandations en matière de communication et de diffusion des statistiques de l'emploi.

II. Propositions d'amélioration des publications et des données existantes

II.1 L'Annuaire statistique du marché de l'emploi 2007 (ONEF)

L'ONEF est une structure technique du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi. Une des missions de l'ONEF est la constitution d'un système d'information efficace sur l'emploi, la formation professionnelle et le marché de l'emploi.

A ce titre, l'ONEF produit chaque année un annuaire statistique du marché de l'emploi. Cet annuaire est assorti d'un document d'analyse. L'annuaire centralise les données collectées par le réseau de partenaires de l'ONEF : l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE), le MJE, L'annuaire est divisé en 4 grands thèmes : (i) l'emploi, (ii) la formation professionnelle, (iii) l'entrepreneuriat, et (iv) les mouvements de jeunesse.

II.1.1 Documentation des informations statistiques

L'annuaire statistique est très peu documenté. Il est important pour faciliter l'utilisation des informations de préciser la méthode de collecte, la définition des phénomènes étudiés et les problèmes de couverture, et donc de fiabilité des statistiques.

II.1.1.1 L'emploi

Le volet emploi comporte 5 parties : (1) les demandes d'emploi, (ii) les offres d'emploi, (iii) l'insertion socio-professionnelle, (iv) les statistiques des concours de la fonction publique, et (v) les structures de financement.

1. Les demandes d'emploi

Il s'agit des demandeurs d'emploi enregistrés à l'ANPE, ainsi que leurs caractéristiques socio démographiques (sexe, âge, niveau d'éducation), leur groupe et expérience professionnelles et l'ancienneté de leur inscription à l'ANPE par région. Cette partie fournit également des statistiques sur le nombre de demandeurs d'emploi ayant bénéficié d'une formation en techniques de recherche d'emplois (TRE) et en entrepreneuriat.

L'inscription à l'ANPE est ouverte à toute personne, diplômée ou non, âgée d'au moins 18 ans à la recherche d'un emploi. L'inscription est gratuite et valide pendant 5 ans. L'actualisation devrait se faire chaque année en se présentant à l'ANPE. En cas de non pointage de la carte, le demandeur d'emploi n'est plus comptabilisé comme tel. L'inscription à l'ANPE permet de bénéficier des prestations telles que des placements en stage et des formations en TRE et entrepreneuriat.

Ces statistiques sont établies sur la base des rapports des agences régionales de l'ANPE et d'une collecte complémentaire de l'ONEF. Elles posent un problème de couverture de l'ensemble des demandeurs d'emploi : selon une estimation avancée lors de la mission Emploi 1 le taux de couverture serait de 3%.

2. Les offres d'emploi

Il devrait être précisé le champ, à savoir qu'il ne s'agit que des offres déposées à l'ANPE. Les offres qui paraissent dans la presse ou celles gérées par les bureaux de placement privées ne sont pas déclarées aux Directions Régionales du Travail et de la Sécurité Sociale (DRTSS) comme stipulé par la loi et ne sont donc ni suivies ni comptabilisées.

3. L'insertion professionnelle

Ce sous thème concerne les demandeurs d'emplois enregistrés à l'ANPE, placés en stage par l'ANPE, ainsi que ceux ayant bénéficié d'une formation en TRE.

4. Les statistiques des concours de la fonction publique

Sont repris l'ensemble des concours de la Fonction publique par ministère en précisant le nombre d'inscrits, le nombre de postes à pourvoir et le nombre de postes pourvus.

5. Les structures de financement

Sont détaillés par province, les projets financés par le Fonds National d'Appui aux travailleurs Déflatés et Retraités (FONA-DR), le Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI) et le Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE).

Les résultats sont présentés en termes de nombre de projets financés, nombre de promoteurs financés, montants accordés (en FCFA) et d'emplois créés (nouveaux et consolidés).

Il est préconisé de rappeler brièvement ce que sont ces projets, leurs cibles et activités. De la même manière, la méthode de calcul des emplois créés et consolidés devrait être précisée.

II.1.1.2 La formation professionnelle

Ce volet couvre les formations délivrées dans le cadre du Programme de Formation aux Métiers (PFM) et du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA). Le PFM est un programme national qui se déroule sur une période de 5 ans (2006 à 2010), son objectif est de former 50 000 jeunes, soit 10 000 jeunes par an. Son exécution a été confiée à l'Agence nationale pour l'emploi. Le FAFPA est une structure publique, chargée de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de formation professionnelle et d'apprentissage.

Les statistiques ne sont assorties d'aucune information méthodologique. Il conviendrait de préciser la couverture de ces dispositifs, car on peut imaginer qu'il existe d'autres institutions et/ou programmes de formation professionnelle au Burkina Faso. L'ONEF a réalisé en 2007 un recensement des institutions délivrant une formation professionnelle qui permettrait de compléter ce volet.

II.1.1.3 L'entrepreneuriat

Ce volet présente les résultats de l'appui technique fourni par l'ANPE dans l'élaboration de dossiers de projets d'entreprise. Les statistiques concernent le nombre de projets montés et ceux financés par l'ANPE, selon le statut juridique du bénéficiaire et la branche d'activité par région. Certains de ces projets peuvent ensuite être financés par les structures de financement FONA-DR, FASI, L'articulation avec le sous-thème « Structures de financement » devrait être faite pour une meilleure compréhension.

II.1.1.4 Les mouvements de jeunesse

Ce thème reprend diverses informations relatives aux associations de jeunesse, aux jeunes formés en entrepreneuriat, aux jeunes participant aux rencontres de jeunes, au nombre de centres de promotion et d'organisations de jeunesse.

Cette partie n'est assortie d'aucune note explicative, ce qui rend les données difficilement utilisables. Par exemple, la série de tableaux sur la répartition des jeunes formés en entrepreneuriat selon le niveau d'instruction, la tranche d'âge et le sexe (tableaux n°276 à 285) n'est pas claire. Le titre mentionne les jeunes, alors que le groupe d'âge considéré dans le tableau est celui des 18 à 44 ans, ce qui est bien au-delà de la population des jeunes au sens habituel. De même, s'agit-il des mêmes formations en entrepreneuriat, que celles traitées dans le sous thème I.1 « Demande d'emploi » ?

II.1.2 Présentation et analyse des statistiques

Les propositions formulées ci-dessous concernent (i) la structure de l'annuaire, (ii) la production d'informations plus synthétiques, (iii) la vérification des données diffusées et (iv) la production de nouvelles statistiques.

II.1.2.1 La structure de l'annuaire statistique

Le contenu de l'annuaire devrait être réorganisé et harmonisé. Par exemple, les demandeurs d'emplois formés en TRE sont repris à la fois dans les sous thèmes I.1 « Demandes d'emploi » (tableaux n°67 à 78) et I.3 « Insertion socio-professionnelle » (tableaux n°127 à 138). Puisqu'il s'agit de la même sous-population, il est recommandé qu'ils soient regroupés sous un thème seulement.

Le volet Mouvements de jeunesse présente des résultats sur les jeunes formés en entrepreneuriat (tableaux n°276 à 285), or l'annuaire inclut un volet entrepreneuriat, dans lequel l'ensemble des informations sur ce thème pourrait figurer.

II.1.2.2 La production d'informations synthétiques

- Produire des tableaux en évolution sur plusieurs années qui permettent de cerner rapidement les grandes tendances pour quelques informations clés. Des exemples de tableaux sont présentés en annexe (Voir Tableaux 1, 2 et 3 en Annexe 1).
- Présenter des tableaux synthétiques qui fournissent rapidement une idée de la situation, tels que des tableaux récapitulatifs, au niveau national, pour chaque thème/sous-thème. Par exemple, disposer pour les demandeurs d'emploi d'un tableau national regroupant leurs caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge et éducation), leurs caractéristiques professionnelles (groupe professionnel, avec ou sans expérience), l'ancienneté de leur inscription à l'ANPE. (Voir Tableaux 4 et 5 en Annexe 1).

Autre exemple, un tableau pourrait être produit pour les structures de financement récapitulant par région le nombre de projets financés, leur montant total et le nombre total d'emplois nouveaux et consolidés. (Voir Tableau 6 en Annexe 1).

- Eviter de publier des tableaux avec des effectifs nuls ou marginaux. Par exemple, il est inutile de présenter des tableaux sur les demandeurs d'emplois étrangers, qui sont sur la base des tableaux produits au nombre de 4 seulement en 2007. De la même manière, la série de tableaux sur les offres d'emplois régionalisés (tableaux n°91 à 103) présente de petits effectifs. Il y a au total 669 offres d'emplois, dont plus de la moitié dans la région du Centre (421 offres). Un tableau au niveau national suffirait assorti au besoin d'un tableau pour la région du Centre seulement.
- Agréger les variables d'analyse, telles que l'âge ou le niveau d'éducation. En termes d'âge on peut envisager les regroupements suivants: 18-19 ans, 20 à 24 ans, 25 à 29 ans, 30 à 39 ans, 40 à 49 ans et 50 ans et plus.

Pour le niveau d'éducation, le découpage suivant : non scolarisé, sans diplôme, CEP, CAP + BEPC, baccalauréat, DUT/BTS, universitaire (du DEUG au doctorat).

- Utiliser des variables d'analyse harmonisées. Le découpage selon le niveau d'éducation diffère selon les régions. Dans la région du Centre, les niveaux licence et maîtrise sont réunis, alors qu'ils sont séparés dans les autres régions. Il en est de même pour le groupe professionnel. Dans le Centre, les groupes 0, 1, 2 sont agrégés ainsi que les groupes 7, 8 et 9, ce qui n'est pas le cas dans les autres régions.
- Libeller dans les tableaux le groupe professionnel et l'activité économique pour faciliter leur lecture.

II.1.2.3 La vérification des données

- Des anomalies sont présentes dans certains tableaux. Dans une même région, la répartition par sexe des demandeurs d'emploi diffère selon la série de tableaux. Par exemple, dans le tableau 3 « Répartition des demandeurs d'emploi dans la région du Centre selon le niveau d'instruction, le groupe professionnel et le sexe » il y a 1 385 femmes et 2 296 hommes, alors que dans le tableau 16 « Répartition des demandeurs d'emplois dans la région du Centre selon la tranche d'âge, le groupe de profession et le sexe », il y a respectivement 1 376 femmes et 2 305 hommes.

Dans le tableau 51 « Répartition des demandeurs d'emploi dans la région du Centre selon le niveau d'instruction et la durée d'inscription à l'ANPE », le total des demandeurs d'emplois est de 6 127, alors que cette région compte, sur la base des tableaux précédents, un total de 3 681 demandeurs d'emploi.

- Certains résultats mériteraient une note explicative. La totalité des demandeurs d'emploi dans la région des Hauts-Bassins a reçu une formation en TRE, contre seulement 8% dans la région Centre. Aucune formation en entrepreneuriat n'a été délivrée dans la région des Hauts-Bassins en 2007, bien que cette région est la seconde en termes d'inscription à l'ANPE.

II.1.2.4 La publication de nouvelles statistiques

- Données issues de l'ANPE, envisager la possibilité de disposer d'informations sur les mises à jour. Il serait également intéressant à terme d'obtenir des informations sur les placements.
- Inclure dans l'annuaire les résultats des études menées ponctuellement. A titre d'exemple, l'ONEF a réalisé en 2007 un recensement des centres de formation, dont les résultats peuvent être intégrés dans l'annuaire statistique pour compléter le volet formation professionnelle.

II.2 L'Annuaire statistique du Ministère du travail et de la sécurité sociale 2007

L'annuaire repose sur les rapports d'activités des Directions régionales du travail et de la sécurité sociale (DRTSS). Il couvre 12 thèmes : (i) les infractions à la réglementation du travail, (ii) les conflits du travail, (iii) les mouvements de travailleurs, (iv) les contrats de travail et d'apprentissage, (v) les accidents du travail, (vi) le travail des enfants, (vii) les recouvrements et contentieux, (viii) l'assurance vieillesse, (ix) les prestations familiales, (x) les risques professionnels, (xi) l'action sanitaire et sociale, (xii) les finances de l'institution. Les 6 derniers thèmes recouvrent en fait des données issues de l'annuaire statistique de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), qui sont reprises dans la section II.3.1. L'annuaire du MTSS est assorti d'un document d'analyse.

II.2.1 Documentation des informations statistiques

Si l'annuaire lui-même n'inclut aucune information méthodologique, celles-ci sont en partie présentes dans le document d'analyse de l'annuaire, et mériteraient d'être reprises et complétées dans l'annuaire statistique, notamment les sources de données, leur couverture et leurs limites.

- Les statistiques sur les infractions et les mouvements des travailleurs sont issues des contrôles librement effectués par les inspecteurs du travail et les déclarations des employeurs. La couverture des phénomènes n'est pas connue, car le nombre de contrôles et la sélection des entreprises sont déterminées par les inspecteurs eux-mêmes et peuvent varier d'une année sur l'autre. En l'absence d'un répertoire d'entreprises à jour, il n'est pas possible d'estimer la fiabilité des résultats. Il est également difficile d'étudier les évolutions dans le temps, le risque étant qu'elles reflètent davantage l'évolution de l'activité des inspecteurs, plutôt que celle des phénomènes étudiés.
- Les conflits du travail recouvrent les litiges, les conflits individuels et les conflits collectifs. Cette statistique est établie à partir des plaintes déposées auprès des inspections de travail par les employés ou les employeurs et des conflits constatés lors des visites dans les entreprises.

La définition des litiges ne figure ni dans l'annuaire, ni dans le document d'analyse. Les conflits individuels de travail sont définis comme « des différends opposant un ou plusieurs travailleurs à leurs employeurs pour la reconnaissance d'un droit individuel », alors que dans le cadre des conflits collectifs il s'agit de la reconnaissance d'un droit collectif.

Du fait de la méthode de collecte et de l'identification de certains de ces conflits au cours des inspections, les statistiques ne couvrent qu'une partie des différends entre les travailleurs et leurs employeurs.

- Les contrats de travail et d'apprentissage : selon la loi, les contrats de travail sont signés par les autorités du MTSS, après visa de l'ANPE. Comme déjà mentionné, il s'agit uniquement des embauches pour lesquelles un contrat de travail a été établi. Ils risquent donc de ne pas couvrir l'ensemble des embauches de la période, notamment celles de courte durée ou temporaires.
- Les accidents du travail : les accidents et maladies professionnelles sont enregistrés par la CNSS. Parmi ceux-ci, certains font l'objet d'une enquête pour déterminer leur caractère professionnel ou non avant leur prise en charge. La sélection s'opère selon l'importance ou les circonstances dans lesquelles ils sont intervenus. De ce fait, les statistiques recouvrent les risques professionnels pour lesquels le MTSS a procédé à une enquête et qui sont liés à

l'exercice d'une activité chez un employeur enregistré à la CNSS. A titre d'exemple, 1 512 sinistres ont été enregistrés par la CNSS en 2007, parmi lesquels 241 ont été enquêtés, soit environ 16% des sinistres.

- Le travail des enfants : les statistiques portent sur les pires formes de travail des enfants et sont établies sur la base d'enquêtes menées par les inspecteurs du travail auprès des carrières, des mines d'or et des exploitations agricoles. Elles ne recouvrent donc qu'une partie du travail des enfants.

II.2.2 Présentation et analyse des statistiques

Les propositions portent sur (i) la production d'informations plus synthétiques et (ii) la production de nouvelles statistiques.

II.2.2.1 La production d'informations synthétiques

- Produire des tableaux en évolution sur plusieurs années pour les principales informations statistiques. Le tableau 7 repris en Annexe 1 constitue un exemple de tableau synthétique.
- Supprimer les tableaux avec des effectifs nuls ou très petits, qui n'apportent pas d'information en tant que tel et peuvent être remplacés par une simple phrase ou note.

Par exemple, les contrats d'apprentissage en 2007 ne portent que sur une seule branche, la branche D « Produits fabriqués et divers ». Il est donc préférable de produire un seul tableau ventilé par région pour cette seule branche. De même, la modalité « moins d'un an » relative à la durée du contrat d'apprentissage peut être supprimée car il n'y a pas de contrat d'une si courte durée.

Dans le cas des conflits collectifs, il n'est pas pertinent de produire des tableaux régionalisés. Dans la plupart des régions le nombre de conflits est réduit. Par exemple, 1 seul conflit collectif a été enregistré dans les régions Boucle du Mouhoun, Centre, Centre-Est, Centre-Sud, etc. De même, il n'y a pas eu de conflit collectif dans la région du Centre-Ouest, cependant un tableau existe pour cette région ne présentant que des zéros.

- Concernant le travail des enfants, du fait de la spécificité des enquêtes qui ne portent que sur certaines activités économiques, et donc certainement sur certaines régions, il est inutile de présenter les résultats pour l'ensemble des régions, mais seulement sur celles enquêtées. Les résultats pourraient être produits par activité économique, si cela ne pose pas de problème de confidentialité des données (par exemple : présence d'une seule entreprise dans une activité économique donnée).
- Agréger les données. Les infractions sont présentées par type d'infractions. Il y a 12 types d'infractions parmi lesquelles un poste « Autres » qui est en fait le plus élevé, aussi bien en nombre de cas (16%), qu'en nombre d'observations (15%) ou de mises en demeure (17%).

Les types d'infractions pourraient être agrégés par grande rubrique. Un découpage a été opéré pour les conflits collectifs du travail selon leur nature : économique ou juridique. Ce découpage peut ne pas être pertinent pour les infractions. Une autre possibilité serait d'agréger en grands groupes tels que :

- la santé et sécurité au travail qui recouvrerait par exemple les postes « médecine du travail » et « hygiène et sécurité » ;
- le contrat de travail qui inclurait les catégories « salaires », « congés payés », « contrat de travail », « durée du travail », « prime d'ancienneté » ;

- les obligations générales de l'employeur telles que le « règlement intérieur », « cotisations CNSS », « déclarations d'ouverture », « registres réglementaires » et « délégués du personnel ».

Il est préconisé d'analyser le poste « autres infractions » et de créer au besoin de nouveaux types d'infraction.

- Les contrats de travail et d'apprentissage sont présentés par activité économique. Il est conseillé de préciser la nomenclature d'activité utilisée et de libeller les branches pour faciliter la lecture des tableaux.

II.2.2.2 La publication de nouvelles statistiques

- Une remarque générale concerne la quasi absence de résultats par type d'entreprises, à l'exception des contrats de travail qui sont présentés par activité économique. Il est recommandé de produire à terme des résultats selon l'activité économique et la taille de l'entreprise. Il s'agira également d'harmoniser les nomenclatures afin de permettre les comparaisons entre sources. La CNSS utilise la nomenclature d'activité CITI en 10 postes et le MTSS une nomenclature en 16 postes, les 2 nomenclatures sont harmonisées mais différentes par leur niveau d'agrégation.
- Analyser les conflits individuels du travail selon la nature des conflits. Les conflits individuels de travail sont présentés par type de règlement et par région, sans information sur leur nature, alors que l'information est disponible pour les conflits collectifs.

II.3 Les autres données existantes

Les autres sources de données en matière d'emploi sont issues de la CNSS, du MFPRE et des opérations menées par l'INSD.

II.3.1 L'annuaire statistique de la CNSS

La CNSS publie un annuaire statistique depuis 15 ans. Les informations sont collectées par les Directions régionales au nombre de 5. L'annuaire est divisé en deux parties, une présentation synthétique des résultats suivie des tableaux statistiques plus détaillés.

L'annuaire traite :

- (i) du recouvrement des cotisations sociales : les employeurs affiliés selon leur régime, les travailleurs immatriculés et le recouvrement des cotisations ;
- (ii) de l'assurance vieillesse : les pensionnés, les cotisations et les versements ;
- (iii) des prestations familiales : les cotisations perçues et versées ;
- (iv) des risques professionnels : les accidents du travail et maladies professionnelles déclarés à la CNSS ;
- (v) de l'action sanitaire et sociale.

Ces données permettent de disposer de statistiques sur l'emploi formel (privé et entreprises publiques), tant en termes d'employeurs que de personnels. Elles fournissent également des informations sur les retraités et permettent de compléter les statistiques sur les risques professionnels, puisqu'elles couvrent la totalité des risques déclarés et non pas seulement ceux qui sont enquêtés.

II.3.2 Le Livre blanc de la fonction publique (MFPRE)

Le MFPRE a publié en 2008 le « Le livre blanc de la Fonction publique » qui présente un panorama de la fonction publique assorti de données chiffrées sur les effectifs de l'administration centrale selon leurs caractéristiques sociodémographiques (genre, âge), leur catégorie, ministère ou institution et région. Des données sont également disponibles sur les retraités de la fonction publique produits par la Caisse autonome de retraite des fonctionnaires (CARFO).

Ces statistiques sont issues du système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE). Le SIGASPE contient une partie administrative gérée par le la Direction des Services Informatiques du MFPRE et une partie financière exploitée par le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF). Le SIGASPE ne couvre pas les militaires, les magistrats, ni les agents non fonctionnaires des établissements publics de l'Etat (EPE). L'accès aux données du SIGASPE par la Direction des Etudes et de la Planification (DEP), chargée de l'élaboration des statistiques, semble pour l'instant rencontrer un certain nombre de problèmes techniques. Lors de la rencontre avec la DEP, ces problèmes étaient en cours de résolution.

LA DEP bénéficie d'un appui du PNUD pour installer un module lui permettant d'extraire directement les données du SIGASPE pour l'élaboration d'un tableau de bord de la fonction publique qui permettra un suivi des emplois, des effectifs et des compétences et fournira des éléments relatifs à la gestion des carrières et à la planification des recrutements.

L'accès par la DEP aux données de la solde n'a pas été clarifié pendant la mission. Ces données permettraient de produire des statistiques sur les rémunérations des agents de l'Etat selon leur catégorie et statut.

Les statistiques figurant dans la partie «La Fonction publique en chiffres » du livre blanc sont présentées façon très claire. Elles mériteraient cependant d'être complétées par un tableau récapitulatif présentant les chiffres clés de la fonction publique :

- répartition des agents par statut (fonctionnaire / contractuel) et catégorie
- caractéristiques sociodémographiques des agents (sexe, âge)
- répartition des agents par ministère et/ou institution (pour les principaux ministères seulement (5 ministères regroupent 82,5 % des agents : le MEBA, le ministère de la santé, le MESSRS, le MEF (6,6 %) et le ministère de la sécurité.
- Répartition géographique
- Taux d'administration
- Recrutements (concours) et les sorties (temporaires et définitives)

II.3.3 Les productions de l'INSD

En termes d'emploi, il s'agit principalement des enquêtes auprès des ménages et des recensements de la population.

L'INSD mène depuis 2003 une enquête sur les conditions de vie des ménages inspirée de l'enquête Questionnaire Unifié des Indicateurs de Base du Bien-être (QUIBB). La QUIBB a été réalisée en 2003, 2005 et en 2007. Une enquête sur l'emploi et le secteur informel a été menée en 2001 sur l'agglomération de Ouagadougou « Enquête Emploi 2001, Ouagadougou ». Enfin, plusieurs recensements de la population ont été réalisés, dont le dernier en 2006.

L'utilisation de ces données est rendue difficile par le manque de normalisation statistique. Certains concepts de base ne sont pas harmonisés, les périodes d'enquête ne sont pas comparables, et certaines classifications ne sont pas standardisées.

- La définition de la population en âge de travailler varie selon les sources et les périodes. Chaque recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) a adopté sa propre norme. Le RGPH 1985 considérait la population âgée de 15 ans et plus, celui de 1996 la population de 6 ans et plus, et le dernier en 2006 la population de 5 ans et plus.

Dans les enquêtes QUIBB, la définition a changé à partir de 2005, la population en âge de travailler est celle âgée de 15 à 64 ans. Dans l'enquête QUIBB 2003, elle était constituée des personnes de 15 ans et plus. Dans l'Enquête Emploi 2001, il s'agissait des personnes de 10 ans et plus.

Le changement de définitions a un impact important puisque la population active dérive de la population en âge de travailler. Il ne permet plus de comparer les principaux indicateurs du marché de l'emploi entre périodes.

- La détermination de la population active dans le RGPH 2006 ne suit pas la norme du BIT. Dans le RGPH 2006, elle repose sur une seule question, qui permet de déterminer si la personne est active occupée, au chômage ou inactive : « Est-ce que (NOM) a travaillé au moins 3 jours durant les 7 derniers jours (OCC) ou a travaillé et a perdu son emploi (CHO) ? Le RGPH 2006 a adopté la norme de 3 jours au lieu de celle habituelle d'une heure de travail au cours de la période de référence. De même, la mesure du chômage est établie dans le RGPH 2006 à partir d'une seule question. Alors que selon le BIT, sont au chômage les personnes qui sont sans emploi, disponibles pour occuper un emploi durant une période de référence (deux semaines) et qui recherchent un emploi.

Les enquêtes QUIBB considèrent le chômage au sens large, la troisième condition relative au fait de rechercher activement un emploi est exclue. L'Enquête Emploi 2001 mesurait les 2 types de chômage : au sens du BIT et au sens large.

- Le taux de sous emploi calculé par les enquêtes QUIBB ne suit pas les standards du BIT. Il s'agit des personnes qui ont travaillé au cours des sept jours qui ont précédé l'enquête et qui sont prêtes à prendre un travail supplémentaire. Selon le BIT, le sous emploi visible qui est lié aux horaires de travail, concerne les personnes qui travaillent moins que la durée légale du travail et qui sont disposées à travailler davantage.
- Les périodes d'enquête ne sont pas comparables. L'enquête QUIBB 2005 a été menée en saison des pluies (août-septembre), alors que celle de 2007 a été effectuée en saison sèche (février – mars). Du fait de la nature du marché de l'emploi burkinabé dominé par l'emploi agricole, le changement de période a une forte incidence sur la participation au marché du travail et la nature des emplois occupés.
- Les classifications par type de professions ou par catégorie socioprofessionnelle ne sont pas standardisées, comme le montre le tableau 1. Le tableau présente les produits de l'INSD ainsi que les classifications utilisées par la CNSS et l'ONEF pour la production des statistiques administratives.

Tableau 1 : Classification des types de profession ou de catégories socioprofessionnelle selon les sources.

Qualification professionnelle (CNSS)	Classification internationale type des groupes de profession (ONEF)	Catégories socio professionnelles (QUIBB)	Grands groupes d'occupation (RGPH 2006)
Cadres	Groupe 1 : membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration	Indépendants	Exécutif + cadres supérieurs
Techniciens	Groupe 2 : Professions intellectuelles et scientifiques	Salariés du public	Intellectuels, scientifiques
Agent-maîtrise	Groupe 3 : Professions intermédiaires	Salariés du privé	Professions intermédiaires
Employés	Groupe 4 : Employé de type administratif	Employeurs	Cadres subalternes de l'administration
Apprentis	Groupe 5 : Personnel des services et vendeurs de magasin et de marche	Aides familiaux	Personnel de services et vendeur
Ouvriers	Groupe 6 : Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	Apprentis/stagiaires	Agriculteurs, élevage, pêcheurs
Manœuvres	Groupe 7 : Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal	Bénévoles	Artisanats, ouvriers
Gens de maison	Groupe 8 : Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage		Conducteurs d'installations et de machines
Format° professionnelle	Groupe 9 : Ouvriers et employés non qualifiés		Ouvriers et employés non qualifiés
Autres qualifications	Groupe 0 : Forces armées		Autres matières et professions

Les différences limitent le suivi des indicateurs clés du marché de l'emploi. L'absence de normalisation rend difficile les comparaisons nationales et nécessite au mieux le retraitement systématique des données.

Pour conclure, les activités suivantes devraient être menées de façon prioritaire :

- L'adoption d'une définition nationale de la population en âge de travailler sur laquelle toutes les opérations statistiques auprès des ménages donneront en priorité les résultats.
- La mesure du sous emploi, qui est un indicateur clé, selon les normes internationales du BIT.
- L'utilisation de nomenclatures harmonisées en matière de catégorie socioprofessionnelle, profession et activité économique par l'ensemble des institutions qui alimentent le SIME.
- La production de données sur les entreprises, notamment par le MTSS. L'établissement du répertoire d'entreprises sur la base du recensement industriel et commercial 2009 permettra de fournir une base de cadrage.
- L'exploitation des données sur les entrées-sorties par l'ANPE, selon les caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des demandeurs d'emploi. Et à terme, dès la mise en place de fichiers informatisés, la production de statistiques sur les placements.

III. Propositions de nouvelles publications

La mission propose la production annuelle d'un document synthétique sur le marché de l'emploi, présentant l'ensemble des données disponibles. Ce document serait assorti d'un bulletin d'analyse. Ces documents seraient produits par l'ONEF, dont une des fonctions est la constitution d'un système d'information efficace sur l'emploi, la formation professionnelle et le marché de l'emploi. Ceci requiert au plan institutionnel de conférer à l'ONEF la mission de coordonner la diffusion des données sur le marché de l'emploi.

La production d'un bulletin trimestriel semble prématurée, il conviendrait de s'assurer par exemple, que l'on peut disposer de statistiques « à jour ». Une proposition de contenu d'un bulletin à périodicité infra-annuelle est présentée dans la quatrième partie de ce rapport, relative à la communication et à la diffusion des statistiques de l'emploi.

III.1 Proposition de contenu d'un Bulletin/Annuaire annuel de l'emploi

La proposition de contenu repose sur les conclusions de la mission Emploi 1, ainsi que sur les travaux réalisés par Afristat dans le cadre du projet LMIS - ACBF «Amélioration des données statistiques du marché du travail et renforcement de la gestion de l'information et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique ». La proposition intègre certains des indicateurs clés du marché du travail du BIT qui sont actuellement mesurés. Elle tient également compte du dispositif de suivi de la Politique nationale de l'emploi qui a identifié 12 indicateurs liés à l'emploi. En revanche, la mission ne s'est pas appuyée sur le dispositif du suivi-évaluation du CSLP qui est en cours de révision.

Le document prévisionnel couvre 7 thèmes :

1. Démographie
2. Education
3. Emploi
4. Demande et offre de main-d'œuvre
5. Dialogue social
6. Protection sociale
7. Secteur informel

III.1.1 Démographie

L'objectif est de présenter les caractéristiques de la population burkinabé et son évolution en s'appuyant sur le RGPH 2006 et les projections de population qui en découlent, pour cerner les évolutions de la population active et en âge de travailler par région, zones urbaine et rurale et par grands pôles urbains.

III.1.2 Education

En matière d'éducation, ce thème regroupe des indicateurs clés, tels que :

- le taux d'alphabétisation et le niveau d'éducation de la population des adultes ;
- les taux de scolarisation en primaire et secondaire ;
- les taux de réussite aux examens (BEPC, baccalauréat) ;
- les effectifs scolarisés dans l'enseignement supérieur.

III.1.3 Emploi

En raison de l'absence de définition standard, nous avons considéré la population âgée de 15 à 64 ans préconisée par le BIT. Toutes les statistiques dans cette section sont produites sur cette

sous-population. Des maquettes de tableaux sont présentées en Annexe 2. Certains tableaux ne sont que partiellement remplis car les données ne sont pas directement disponibles, il s'agit notamment des indicateurs produits par l'INSD (enquêtes QUIBB et RGPH), ainsi que de certaines statistiques sur l'emploi formel issues de la CNSS (le nombre d'employés du secteur formel), qui nécessitent un retraitement des données. Dans le cas des autres sources administratives, les données existent, mais elles n'ont pu être totalement compilées au cours de la mission par manque de temps.

III.1.3.1 Participation au monde du travail

- Population en âge de travailler : regroupe l'effectif de la population âgée de 15-64 ans, ainsi que le ratio population en âge de travailler sur population résidente et celui de la population active occupée sur population active (taux d'occupation). Les données sont issues du RGPH 2006 et de l'enquête QUIBB 2007 (voir tableau 1 en annexe 2).
- Structure de la population active en termes de genre, âge, niveau d'éducation et milieu. Les données sont issues de l'enquête QUIBB 2007 (voir tableau 2 en annexe 2).
- Taux d'activité : il mesure la participation sur le marché du travail, c'est le premier des indicateurs clés du marché du travail (ICMT 1) du BIT. Il est défini comme le ratio de la population active à la population en âge de travailler. La population active regroupe l'ensemble des personnes qui travaillent ou sont au chômage. Les données sont issues du RGPH 2006 et des enquêtes QUIBB 2005 et 2007 (voir tableau 3 en annexe 2).

III.1.3.2. Indicateurs de l'emploi :

- Ratio emploi/population (ICMT 2) : ce ratio est défini comme la proportion de la population en âge de travailler qui est employée. Un ratio élevé équivaut à une proportion importante de la population employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'un pourcentage important de la population ne participe pas directement aux activités productives. Ce ratio est estimé à 72,2% dans le RGPH 2006, cet indicateur n'est pas disponible dans les publications de résultats des enquêtes QUIBB et nécessite d'être calculé.
- Situation dans l'emploi (ICMT 3) : cet indicateur distingue trois catégories importantes de personnes employées : les travailleurs salariés, les personnes travaillant à leur propre compte et les aides familiaux. C'est une statistique de base pour la description des conditions de travail, ainsi que pour la définition des groupes socioéconomiques. Les données sont issues des enquêtes QUIBB 2005 et 2007 (voir tableau 4 en annexe 2).
- Répartition des actifs par secteur institutionnel : cet indicateur complète le précédent. Il distingue les actifs du public, du para public, du privé formel et du secteur informel. Les données sont issues de l'enquête QUIBB 2007 (voir tableau 5 en annexe 2).
- Emploi par secteur d'activité (ICMT 4) : les emplois sont répartis en trois secteurs, à savoir le primaire, l'industrie et les services. Les données sont issues du RGPH 2006 et des enquêtes QUIBB 2005 et 2007 (voir tableau 6 en annexe 2).
- Emploi par branche économique : répartition des emplois par branche selon la Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'Afristat (NAEMA) qui est harmonisée avec la CITI, Rev3. Les données sont issues du RGPH 2006 et des enquêtes QUIBB 2005 et 2007 (voir tableau 7 en annexe 2).
- Nombre d'employeurs du secteur formel : il s'agit des employeurs enregistrés à la CNSS, au régime général, c'est-à-dire les employeurs du secteur privé et des entreprises publiques (voir tableau 8 en annexe 2).

- Nombre d'employés du secteur formel : il s'agit des assurés enregistrés à la CNSS par les employeurs du régime général. Ces données ne sont pas disponibles dans l'annuaire statistique de la CNSS, elles nécessitent un retraitement pour isoler les assurés du secteur formel seulement.
- Effectifs de l'administration centrale : ces données sont issues du MFPRE/SIGASPE. Elles ne couvrent pas les forces armées et les magistrats. Les données sont disponibles pour l'année 2008 (au 31 décembre) seulement. Elles sont ventilées par statut, catégorie, genre, ministère ou institution et par région.

III.1.3.3 Salaires et revenus

- Revenus mensuel dans l'emploi principal par secteur institutionnel. Ces statistiques proviennent de l'Enquête 1-2-3, Ouagadougou 2001 (voir tableau 9 en annexe 2).
- Rémunération mensuelle moyenne dans la fonction publique. Ces statistiques sont issues du SIGASPE/MFPRE ou MEF/Solde mais elles ne sont pas disponibles actuellement.

III.1.3.4 Chômage et sous-emploi

- Taux de chômage urbain : le taux de chômage est un indicateur peu pertinent sur le marché du travail burkinabé et en général des pays en développement. Du fait de la faiblesse du secteur formel, il n'exprime que très partiellement les désajustements sur le marché du travail. Les enquêtes QUIBB suivent le taux de chômage au sens élargi, c'est à dire incluant les chômeurs dits découragés. Il s'agit de l'ensemble des personnes qui sont sans emploi et qui sont disponibles pour travailler mais qui ne recherchent pas activement un emploi (voir tableau 10 en annexe 2).

III.1.3. 5. L'inactivité

- Taux d'inactivité (ICMT 13) : les individus sont considérés comme inactifs, s'ils ne sont ni employés ni à la recherche d'un emploi. Le taux d'inactivité est le rapport entre le nombre d'inactifs et la population en âge de travailler. Ce taux représentait 21,2% de la population burkinabé âgée de 15 à 64 ans en 2007. La structure de la population inactive est présentée en annexe, elle est issue des enquêtes QUIBB 2005 et 2007 (voir tableau 11 en annexe 2).

III.1.4 Demande et offre de main-d'oeuvre

1. Demandeurs d'emplois

- Nombre de demandeurs d'emploi enregistrés à l'ANPE. Ces tableaux peuvent être ventilés selon les caractéristiques sociodémographiques et professionnelles des demandeurs et l'ancienneté de l'inscription.
- Nombre de personnes en formation ou en stage. L'ONEF a réalisé deux enquêtes sur les centres de formation (2005 et 2007) qui présentent les effectifs par type de structure, caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, éducation) et filières. Ces données peuvent être complétées par les statistiques produites par l'ONEF sur les bénéficiaires de formation dans le cadre des dispositifs PFM et FAFPA. Les statistiques sont issues de l'ANPE, ONEF, Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS).

2. Offres d'emploi :

- Nombre d'offres d'emploi : ce sont les offres enregistrées à l'ANPE et celles publiées dans la presse. Les statistiques de l'ANPE sont disponibles au niveau régional par groupe professionnel, secteur institutionnel et type de contrat.
- Concours de la fonction publique : les données sont disponibles auprès du MFPRE.
- Taux de couverture des demandes d'emploi : rapport des demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE sur les offres d'emploi reçues par l'ANPE (Voir tableau 12 en annexe 2).
- Nombre de contrats de stage et de contrats de travail enregistrés : ce sont les contrats signés par le MTSS, après visa de l'ANPE. Comme déjà mentionné, il s'agit uniquement des embauches pour lesquelles un contrat de travail a été établi. Les statistiques sur les contrats de stage sont disponibles au niveau régional. Les données sur les contrats de travail sont ventilées selon la durée du contrat et l'activité économique (Voir tableau 13 en annexe 2).

III.1.5 Dialogue social

Dans ce domaine, toutes les statistiques sont produites par le MTSS.

- Nombre d'infractions à la réglementation du travail. Les données sur les infractions sont établies à partir des contrôles des inspecteurs du travail et sont présentées selon leur nature.
- Nombre de conflits du travail : ce sont les conflits individuels et collectifs du travail, ils sont estimés à partir des plaintes déposées par les employeurs et les employés.
- Mode de résolution des conflits de travail individuels et collectifs.

III.1.6 Protection sociale

- Répartition du nombre d'assurés sociaux dans le secteur formel (hors fonction publique) par sexe et âge. Ces données ne sont disponibles que sur l'ensemble des assurés, elles nécessitent une nouvelle exploitation sur les employeurs du régime général seulement (CNSS)
- Nombre de pensionnés de la retraite vieillesse à la CNSS et mouvements des pensionnés (nouveaux pensionnés, départs à la retraite et décès de pensionnés pour l'année en cours).
- Nombre de retraités de la fonction publique, les données proviennent de la CARFO.

III.1.7 Secteur informel

Le secteur informel bien que prédominant est mal connu. La dernière enquête réalisée sur ce thème était l'enquête 1-2-3 phase 2 sur l'agglomération de Ouagadougou en 2001. Les enquêtes QUIBB informent sur l'ampleur du secteur informel en termes de la proportion d'actifs occupés, mais il n'existe pas données récentes sur la structure et les conditions de travail dans le secteur informel.

La diffusion prochaine des résultats des opérations de recensements menées par l'INSD et le MAHRH (RGPH 2006, recensement général de l'agriculture 2006-2010 et recensement industriel et commercial 2009) devrait fournir des informations plus précises. De même l'INSD a

planifié la réalisation d'une nouvelle enquête de type 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel au niveau national en 2010.

IV Communication et diffusion des statistiques de l'emploi

En termes de support, il est recommandé d'améliorer la diffusion actuelle par un renforcement de la diffusion électronique et la mise à disposition des publications en ligne. Toutes les institutions concernées disposent d'un site internet mais ils ne sont pas régulièrement mis à jour. Le dernier annuaire statistique disponible sur le site de la CNSS est celui de 2004. Les annuaires statistiques du MTSS ne sont disponibles que sous format papier. Le site internet de l'ONEF n'est pas à jour, l'annuaire statistique n'est pas disponible en ligne, ni les études ponctuelles telles que le recensement des centres de formation réalisé en 2007. La diffusion sous forme de CD Roms peut être également envisagée pour les utilisateurs ne disposant pas d'un accès internet.

Concernant les produits, on distingue habituellement les bulletins statistiques (courte période), les annuaires statistiques produits annuellement et les productions ad hoc sur des thèmes spécifiques (dossiers, enquêtes, ...). Dans le cadre spécifique du SIME, Afristat³ recommande la production de trois types de publication : un rapport technique ou méthodologique, un bulletin périodique d'information sur le marché du travail et une analyse situationnelle annuelle.

Actuellement, des annuaires sont produits par la plupart des structures et l'ONEF réalise ponctuellement des dossiers sur des thèmes spécifiques. Dans le cadre du développement du SIME, il conviendrait de produire un bulletin à périodicité infra-annuelle (trimestriel ou semestriel), ainsi qu'un recueil des métadonnées du SIME. Le document d'analyse situationnelle est destiné à fournir une description complète du marché du travail. Ce document correspond au Bulletin/Annuaire de l'emploi qui a été présenté dans la section précédente.

Concernant la réalisation d'une publication infra-annuelle, il existe depuis cette année un bulletin bimestriel produit par le MTSS. Pour compléter cette publication, il est proposé d'élaborer un bulletin centré sur les mouvements sur le marché du travail. La périodicité de ce bulletin dépendra des délais de production statistique. Il est important de diffuser des statistiques à jour, c'est-à-dire qui sont rapidement disponibles après la période de référence. En s'appuyant sur les informations actuellement disponibles, ce bulletin pourrait couvrir les thèmes suivants :

- Demandeurs d'emploi (source ANPE) : nombre et évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de période (trimestre ou semestre selon la périodicité choisie) selon leurs caractéristiques sociodémographiques (sexe, âge, niveau éducation), leur expérience professionnelle et l'ancienneté de leur inscription.
- Offres d'emploi (source ANPE) : nombre et évolution du nombre d'offres enregistrée sur la période (trimestre ou semestre selon la périodicité choisie) par branche économique et selon le type de contrat.
- Immatriculations à la CNSS : nombre et évolution du nombre d'employeurs et d'employés enregistrée sur la période (trimestre ou semestre selon la périodicité choisie) selon le régime.
- Mouvements de travailleurs (source MTSS) : nombre et évolution des embauches et licenciements au cours de la période (trimestre ou semestre selon la périodicité choisie) selon le genre et la branche économique.

Ces informations devraient être complétées par des données sur les flux (entrées et de sorties des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE) et les placements, lorsqu'elles seront disponibles.

³ Afristat projet LMIS - ACBF : «Amélioration des données statistiques du marché du travail et le renforcement de la gestion de l'information et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique ».

La diffusion d'informations statistiques sur l'emploi doit être assortie de l'élaboration d'un recueil des métadonnées du SIME, couvrant l'ensemble des statistiques disponibles en matière d'emploi. Ce document méthodologique présente les métadonnées : sources et méthodes de collecte, définitions des variables, couverture des données, nomenclatures, adhésion aux standards internationaux, institutions productrices et personnes ressources. Ce document est essentiel dans le cadre du développement du SIME, pour, d'une part, favoriser l'utilisation des informations produites et, d'autre part, appuyer le processus de normalisation statistique. Ce document serait élaboré par l'ONEF en collaboration avec les autres structures concernées avec l'appui du projet ARC-SSN.

En vue de dynamiser la diffusion, il est également conseillé de réaliser une courte publication du type 4 pages, lors de la sortie de l'annuaire statistique, présentant les principaux résultats sur la période étudiée ainsi que leurs évolutions. Ce document de synthèse, diffusé sous forme électronique, permettrait de toucher un large public (liste de diffusion) et favoriserait l'appropriation des résultats.

Annexes

Annexe 1 : Maquettes de tableaux récapitulatifs

Les maquettes de tableaux sont présentées à titre d'exemple, la période ainsi que les indicateurs à prendre en compte seront déterminés en fonction des données disponibles et de leur comparabilité dans le temps.

Tableau 1 : Evolution des principaux indicateurs sur la période 2003 - 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
Enregistrements ANPE					
Nombre de demandeurs d'emploi					6 315
Nombre d'offres d'emploi (%)					669
Taux de couverture					10,6

Formation des demandeurs d'emploi par l'ANPE					
Nombre de demandeurs d'emploi ayant suivi une formation en entrepreneuriat					419 ¹
Nombre de demandeurs d'emploi ayant suivi une formation en Techniques de recherche d'emploi (TRE)					1 804 ¹
Nombre de demandeurs d'emploi placés en stage d'entreprise par l'ANPE					601
Formation professionnelle					
Nombre de bénéficiaires du Programme de Formation aux Métiers (PFM)					8 270
Nombre de bénéficiaires du Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)					2 495

Structures de financement : FONA-DR, FAPE, FASI

Nombre de projets financés					1 789
Nombre de promoteurs financés					1 964
Montant accordé (en FCFA)					1 192 159 000
Emplois nouveaux					776
Emplois consolidés					4 193

Concours de la fonction publique

Nombre de candidats					312 704
Nombre de postes à pourvoir					8 720
Nombre de postes pourvus					8 685

1. Ces chiffres ne tiennent pas compte de la région Nord pour laquelle les données ne sont pas disponibles.

Tableau 2 : Evolution du nombre et des caractéristiques des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE sur la période 2003-2007.

	2003		2004		2005		2006		2007	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Sexe										
Femmes									2 022	32,0
Hommes									4 293	68,0
									6 315	100,0
Age										
18, 19 ans									75	1,2
20 à 24 ans									1 574	24,9
25 à 29 ans									2 609	41,3
30 à 39 ans									1 665	26,4
40 à 49 ans									321	5,1
50 ans et plus									71	1,1
									6 315	100,0
Niveau d'éducation										
Illettrés									623	9,9
Sans diplôme									1 219	19,3
CEP									1 069	16,9
CAP + BEPC									1276	20,2
Baccalauréat									809	12,8
DUT/BTS									648	10,3
DEUG au doctorat									671	10,6
									6 315	100,0
Expérience professionnelle										
Sans expérience									3641	57,7
Avec expérience									2509	39,7
									6150	97,4
Groupe professionnel										
Exécutif, cadres, prof. intellectuelles et scientifiques ¹									1 298	20,6
Professions intermédiaires									208	3,3
Employé de type administratif									2 612	41,4
Personnel des services et vendeurs									65	1,0
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche									46	0,7
Artisans, ouv. qualifiés, empl. et ouv. non qualifiés ²									2 086	33,0
									6 315	100,0
Ancienneté de l'inscription à l'ANPE										
Moins d'un an										
1 an à moins de 2 ans										
2 ans ou plus										
									6 315	100,0

1. Ce poste correspond aux groupes professionnels 0 "Forces armées", 1 "Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration" et 2 "Professions intellectuelles et scientifiques".

2. Ce poste correspond aux groupes professionnels 7 "Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal", 8 "Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage" et 9 "Ouvriers et employés non qualifiés".

Tableau 3 : Nombre et caractéristiques des bénéficiaires du PFM et du FAFPA sur la période 2005-2007 ¹.

	2005		2006		2007	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Nombre de bénéficiaires						
PFM					8 270	
FAFPA					2 495	
Nombre de bénéficiaires du PFM selon le sexe						
Femmes					494	6,0
Hommes					7 776	94,0
					8 270	100,0
Nombre de bénéficiaires du FAFPA selon le sexe						
Femmes					1 363	54,6
Hommes					1 132	45,4
					2 495	100,0
Nombre de bénéficiaires du FAFPA selon le type de formation						
Formation par apprentissage					430	17,2
Perfectionnement des artisans					1 217	48,8
Formation continue en entreprise					846	33,9
					2 493	100,0

1. La période considérée est 2005-2007 car l'exécution du FAFPA a débuté fin 2004 et le PFM a été mis en œuvre à partir de 2006.

Tableau 4 : Caractéristiques sociodémographiques des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2007

	B. du Mouhoun	Cascades	Centre	Centre- Est	Centre- Nord	Centre- Ouest	Centre- Sud	Est	Hauts- Bassins	Nord	Plateau Central	Sahel	Sud- Ouest	Burkina
Sexe														
Femmes	11	36	1 385	25	28	61	14	53	274	21	23	87	4	2 022
Hommes	25	142	2 296	48	48	104	68	95	1 203	37	59	157	11	4 293
Total	36	178	3 681	73	76	165	82	148	1 477	58	82	244	15	6 315
Age														
18, 19 ans	0	7	32	0	1	2	0	5	26	0	0	2	0	75
20 à 24 ans	0	39	947	22	28	47	6	49	368	9	12	39	8	1 574
25 à 29 ans	32	63	1 625	34	18	53	25	36	592	23	29	76	3	2 609
30 à 39 ans	4	52	942	17	24	41	31	43	380	24	14	89	4	1 665
40 à 49 ans	0	15	117	0	3	18	15	14	86	2	19	32	0	321
50 ans et plus	0	2	18	0	2	4	5	1	25	0	8	6	0	71
Total	36	178	3 681	73	76	165	82	148	1 477	58	82	244	15	6 315
Niveau d'éducation														
Sans diplôme	11	50	238	14	7	55	45	41	555	24	52	125	2	1 219
CEP	6	65	516	20	42	34	29	22	249	3	12	61	10	1 069
CAP + BEPC	17	35	830	28	19	43	0	36	206	19	13	27	3	1 276
Baccalauréat	0	10	644	4	2	6	4	16	103	3	2	15	0	809
DUT/BTS	0	10	434	1	0	4	0	4	185	2	1	7	0	648
DEUG au doctorat	1	2	532	2	0	2	1	11	118	0	0	2	0	671
Total	36	178	3 681	73	76	165	82	148	1 477	58	82	244	15	6 315

Tableau 5 : Caractéristiques professionnelles des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en 2007

	B. du Mouhoun	Cascades	Centre	Centre- Est	Centre- Nord	Centre- Ouest	Centre- Sud	Est	Hauts- Bassins	Nord	Plateau Central	Sahel	Sud- Ouest	Burkina
Expérience professionnelle														
Sans expérience	33	93	1 951	53	41	nd	35	116	1070	56	52	133	8	3 641
Avec expérience	3	85	1 730	20	35	nd	47	32	407	2	30	111	7	2 509
Total	36	178	3 681	73	76	165	82	148	1 477	58	82	244	15	6 315
Groupe professionnel														
Exécutif, cadres supérieurs, professions intellectuelles et scientifiques ¹	0	7	853	1	0	2	1	15	325	0	0	91	3	1 298
Professions intermédiaires	0	33	144	2	3	0	0	1	18	5	0	0	2	208
Employé de type administratif	18	53	1 837	51	51	94	19	64	338	29	28	27	3	2 612
Personnel des services et vendeurs	7	1	7	1	5	0	26	1	17	0	0	0	0	65
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et de la pêche	0	2	6	0	0	0	1	1	35	0	0	0	1	46
Artisans, ouvriers de l'assemblage, employés et ouvriers non qualifiés ²	11	82	834	18	17	69	35	66	744	24	54	126	6	2 086
Total	36	178	3 681	73	76	165	82	148	1 477	58	82	244	15	6 315

1. Ce poste correspond aux groupes professionnels 0 "Forces armées", 1 "Membres de l'exécutif et des corps législatifs, cadres supérieurs de l'administration" et 2 "Professions intellectuelles et scientifiques".

2. Ce poste correspond aux groupes professionnels 7 "Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal", 8 "Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage" et 9 "Ouvriers et employés non qualifiés".

Tableau 6 : Nombre de projets et de promoteurs financés par le FONA-DR, le FASI et le FAPE, montants accordés, nombre d'emplois créés et consolidés en 2007 par région

Régions	Nombre de projets financés	Nombre de promoteurs financés	Montant accordé (en FCFA)	Emplois nouveaux	Emplois consolidés
Boucle du Mouhoun	125	219	70 670 000	6	360
Cascades	87	87	41 625 000	0	213
Centre	482	482	442 849 500	272	1 168
Centre-Est	136	150	67 295 000	8	301
Centre-Nord	66	66	46 997 000	48	144
Centre-Ouest	153	174	99 990 000	115	254
Centre-Sud	103	103	48 840 000	98	165
Est	43	43	31 897 000	3	91
Hauts-Bassins	329	329	184 171 000	121	824
Nord	74	80	42 650 000	31	188
Plateau Central	103	143	71 675 000	54	285
Sahel	36	36	18 600 000	5	81
Sud-Ouest	52	52	24 899 500	15	119
Burkina	1 789	1 964	1 192 159 000	776	4 193

Tableau 7 : Evolution des principaux indicateurs sur la période 2005 - 2007

	2005	2006	2007
Infractions			
Nombre d'entreprises contrôlées			1 464
Nombre d'infractions			6 999
Nombre moyen d'infractions par entreprise contrôlée			5
Répartition des infractions selon leur nature (%)			
Santé et sécurité au travail (médecine du travail et hygiène et sécurité)			21,7
Contrat de travail (salaires, congés payés, contrat de travail, durée du travail et prime d'ancienneté)			31,3
Obligations générale de l'employeur (règlement intérieur, cotisations CNSS, déclarations d'ouverture, registres réglementaires)			31,3
Autres infractions			15,7
Total			100,0
Conflits du travail			
Conflits individuels			2270
Conflits collectifs			35
Mode de règlement des litiges (%)			
Conciliation			60,4
Procès verbal d'exécution			8,7
Non conciliation			30,9
Total			100,0
Mode de règlement des conflits individuels du travail (%)			
Conciliation			48,6
Conciliation partielle			5,0
Procès verbaux d'exécution			8,0
Non conciliation			24,2
Non conciliation par défaut			2,2
En instance			3,2
Sans suite			8,8
Total			100,0
Mouvements de travailleurs			
Nombre de mouvements			7 605
Répartition selon le type de mouvement (%)			
Embauche			81,3
Licenciement			13,7
Autres			5,0
Total			100,0

Tableau 7 : Evolution des principaux indicateurs sur la période 2005 – 2007 (suite)

	2005	2006	2007
Contrats d'apprentissage et de travail			
Nombre de contrats d'apprentissage signés			106
Nombre de contrats de travail signés			6 031
Répartition des contrats de travail selon leur durée (%)			
Contrats de travail à durée déterminée			78,4
Contrats de travail à durée indéterminée			21,6
Total			100,0
Accidents du travail			
Nombre d'accidents du travail enquêtés			240
dont nombre d'accidents du travail avérés			236
Répartition des accidents du travail selon leur lieu de survenue (%)			
Trajet aller-retour			53,6
Lieu de travail habituel			32,6
Autres			13,8
Total			100,0
Travail des enfants (nombre d'enfants)			313

Annexe 2 : Propositions de maquettes de tableaux pour le Bulletin/Annuaire de l'emploi

Tableau 1 : Population en âge de travailler (15 – 64 ans)

	RGPH 2006*		QUIBB 2007
	Effectifs	%	
Population résidente	14 017 262		
Population en âge de travailler (15-64 ans)	6 969 953		
Population en âge de travailler sur population résidente		49,7	50,1
Population active	5 159 630		
Population active occupée	5 035 891		
Population active occupée sur population active		97,6	88,6

RGPH 2006 : les agriculteurs et leurs aides familiaux étaient considérés comme occupés même si la semaine de référence se situait dans une période d'inactivité pour des raisons climatiques. Ainsi, après les récoltes, l'agriculteur qui n'exerçait aucune activité économique devait être considéré comme occupé. Il en était de même des travailleurs malades, en congé, ou en stage (fonctionnaires dans les écoles professionnelles) durant la période de référence.

Tableau 2 : Structure de la population active (15 – 64 ans) (%)

	QUIBB 2005	RGPH 2006*	QUIBB 2007
Hommes			47,4
Femmes			52,6
Dont moins de 35 ans			58,3
Dont milieu rural			78,5
Dont sans instruction			78,6
Dont niveau primaire			12,0

Tableau 3 : Taux net d'activité (15 – 64 ans)

	QUIBB 2005	RGPH 2006*	QUIBB 2007
Hommes	93,0	87,4	89,9
Femmes	85,6	62,7	85,0
Urbain	72,3	57,7	75,1
Rural	93,5	80,2	90,6
15-29	86,4		81,1
30-49	93,9		94,7
50-64	86,5		88,6
Aucun		78,9	92,7
Primaire		74,3	82,5
Secondaire			59,6
Supérieur		51,9	78,2
Ensemble	89,1	74,0	87,3

* RGPH 2006 : la typologie adoptée dans le RGPH est différente : il est fait la distinction entre le 1er cycle secondaire et le 2ème cycle secondaire pour lesquels les taux d'activité sont respectivement pour les secondaire 1er et 2nd cycles de 43,1% et 44,9%. On ne dispose pas du taux net d'activité pour l'ensemble du secondaire.

Tableau 4 : Situation dans l'emploi (15 – 64 ans) (%)

	QUIBB 2005			RGPH 2006			QUIBB 2007		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Indépendants	45,9	36,9	38,2						52,3
Salarié du public et para public	13,0	0,6	2,4						3,9
Salarié du privé	15,7	0,3	2,6						3,3
Employeur	0,9	0,1	0,2						0,2
Aide familial	20,6	61,4	55,6						37,7
Autre*	3,9	0,6	1,1						2,6
Total	100	100	100						100

* Autre = apprenti/stagiaire et bénévoles.

Tableau 5 : Répartition des actifs par secteur institutionnel (%)

	QUIBB 2005	RGPH 2006*	QUIBB 2007
Public			3,6
Para public			0,5
Privé formel			4,0
Privé individuel / secteur informel			91,9
Total			100

Tableau 6 : Répartition des emplois par secteur d'activité (15 – 64 ans)

	QUIBB 2005	RGPH 2006*	QUIBB 2007
Primaire	84,4	78,9	67,0
Secondaire	3,1	3,4	8,0
Tertiaire	12,5	16,4	25,0
Non déterminé		1,1	
Total	100,0	100,0	100,0

Tableau 7 : Répartition des emplois par branche d'activité (15-64 ans)

Branches d'activité	QUIBB 2005			RGPH 2006			QUIBB 2007		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Agriculture, chasse, sylviculture	29,7	93,5	84,3	23,8	91,7	78,4	17,1	77,8	67,7
Pêche, pisciculture, aquaculture	0,4	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Activités extractives	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	0,4	1,0	3,1	2,7
Activités de fabrication	7,5	1,1	2,0	10,7	2,0	3,7	7,2	2,7	3,4
Production, distribution électricité/gaz	1,1	0	0,2	0,5	0,0	0,1	1,2	0,1	0,2
Construction	3,8	0,2	0,7	4,8	0,2	1,1	4,3	1,0	1,6
Commerce, réparation, artisanat	30,2	3,0	6,9	26,5	3,1	7,7	34,8	11,0	15,0
Hôtels, restaurants	1,6	0,1	0,3	2,6	0,2	0,7	2,6	0,2	0,6
Transport et communication	3,8	0,1	0,6	1,3	0,0	0,3	3,5	0,2	0,8
Activités financières	1,8	0,1	0,4	0,5	0,0	0,1	2,8	0,2	0,6
Immobilier, location, services aux entreprises	0,8	0,3	0,3	0,8	0,0	0,2	2,4	0,3	0,6
Activités administratives	6,6	0,7	1,6	4,1	0,1	0,9	8,1	0,7	1,9
Education	4,5	0,2	0,8	3,5	0,6	1,1	5,1	0,8	1,6
Santé et actions sociale	2,9	0,2	0,6	2,2	0,1	0,6	3,1	0,3	0,8
Activités à caractère collectif et personnel	2,5	0,1	0,5	6,8	0,2	1,5	2,8	0,3	0,7
Activités des ménages	2,4	0,1	0,5	1,8	0,0	0,4	3,6	1,3	1,7
Organisations extra territoriales	0,4	0	0,1	0,2	0,0	0,0	0,4	0	0,1
Non déterminé				9,6	1,0	2,7			
Total	100,2	100,1	100,2	100,0	100,0	100,0	100,2	100,1	100,2

Tableau 8 : Evolution du nombre d'employeurs déclarés à la CNSS selon le régime général de 2003 à 2007.

	2003	2004	2005	2006	2007
Employeur régime général	18 706	19 855	21 038	22 408	24 969

Source: CNSS, Annuaire statistiques N°15, année 2007.

Tableau 9 : Revenus mensuel dans l'emploi principal à Ouagadougou en 2001 (1000 FCFA)

	Revenu mensuel
Revenu mensuel moyen dans l'administration	93,9
Revenu mensuel moyen dans les entreprises publiques	101,8
Revenu mensuel moyen dans le secteur privé formel	73,1
Revenu mensuel moyen dans le secteur informel	23,6
Revenu mensuel moyen dans l'emploi principal	39,7

Source : Enquête Emploi 2001 Ouagadougou

Tableau 10 : Taux de chômage élargi en milieu urbain (%)

	QUIBB 2005	QUIBB2007
Hommes		10,6
Femmes		25,7
Dont 15-24 ans		29,4
Ensemble urbain		17,7

Tableau 11 : Structure de la population inactive (%)

	QUIBB 2005				QUIBB 2007			
	< 15 ans	> 65 ans	inactif	Total	< 15 ans	> 65 ans	inactif	Total
Hommes	86,7	7,3	6,0		84,8	7,1	8,1	100,0
Femmes	79,8	5,9	14,2		80,0	5,5	14,6	100,1
Urbain	64,2	5	30,8		66,7	4,9	28,4	100,0
Rural	87,2	7	5,8		85,6	6,6	7,9	100,1
Aucun					85,7	8,0	6,4	100,1
Primaire					89,0	1,0	10,0	100,0
Secondaire					11,8	1,6	86,6	100,0
Supérieur						7,6	92,4	100,0

Tableau 12 : Evolution du nombre de demandeurs d'emploi, d'offres d'emploi et du taux de couverture des demandes d'emploi de 1998 à 2007.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Nombre de demandeurs d'emploi	10 144	7 700	6 701	6 472	4 261	5062	8160	ND	ND	6 315
Nombre d'offres d'emploi	3 019	1 900	1 596	1 588	1 705	871	1644	ND	ND	669
Taux de couverture des demandes (%)	29,8	24,7	23,8	24,5	40,0	17,2	20,1	ND	ND	10,6

Source : « Recueil de données statistiques sur l'emploi au Burkina Faso », ONEF Décembre 2005.

Tableau 13 : Evolution du nombre de contrats d'apprentissage et de contrats de travail signés par le MTSS

	2005	2006	2007
Contrats d'apprentissage	59	84	106
Contrats de travail	3 396	4 427	6 159
Dont CDI	876	1 090	1 300

Source : Annuaire statistique du MTSS, éditions 2005, 2006 et 2007.

Tableau 14 : Evolution du nombre d'infractions à la réglementation du travail de 2005 à 2007.

	2005	2006	2007
Nombre d'entreprises			1 464
Nombre d'infractions			6 999
Nature des infractions			
Salaires			769
Congés payés			423
Registres réglementaires			586
Contrat de travail			478
Durée du travail			133
Délégué du personnel			448
Médecine du travail			873
Hygiène et sécurité			643
Prime d'ancienneté			390
Règlement intérieur			349
Cotisations CNSS			524
Déclaration d'ouverture			282
Autres			1101
Total			6 999

Source : Annuaire statistique du MTSS, éditions 2005, 2006 et 2007.

Tableau 15 : Evolution du nombre de conflits du travail de 2005 à 2007.

	2005	2006	2007
Nombre de conflits individuels			2 270
Nombre de conflits collectifs			35
Nature des conflits collectifs			
Economique			31
Juridique			4
Total			35

Source : « Annuaire statistique du MTSS » 2007.

Tableau 16 : Répartition du nombre de conflits du travail selon le mode de résolution de 2005 à 2007 (%).

	2005	2006	2007
Règlement des conflits individuels			
Conciliation			
Non conciliation			
Autres			
Total conflits individuels			
Règlement des conflits collectifs			
Non conciliation			
Procès verbal d'exécution			
Conciliation			
Total conflits collectifs			

Tableau 17 : Evolution du nombre d'assurés (régime général) à la CNPS de 2005 à 2007.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
15-19 ans									
20-24 ans									
25-29 ans									
30-34 ans									
35-39 ans									
40-44 ans									
45-49 ans									
50-54 ans									
55 ans et +									
Total									

Source: CNSS, Annuaire statistiques N°15, année 2007.

Tableau 18 : Evolution du nombre de pensionnés de la retraite vieillesse de la CNSS par sexe et âge de 2005 à 2007.

	2005			2006			2007		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
moins de 60 ans							2 262	259	2 521
60-64 ans							3 587	311	3 898
65-69 ans							2 607	134	2 741
70-74 ans							1 671	52	1 723
75-79 ans							745	29	774
80 et plus							632	28	660
SAI							29	2	31
TOTAL							11 533	815	12 348

Source: CNSS, Annuaire statistiques N°15, année 2007.

Tableau 19 : Mouvements des pensionnés de la retraite vieillesse de la CNSS de 2005 à 2007.

	2005	2006	2007
Nombre de pensionnés de retraite vieillesse			12 348
Dont Nombre de nouveaux pensionnés de retraite vieillesse pour l'année en cours			1 851
Nombre de départs à la retraite pour l'année en cours			1 969
Nombre de décès de pensionnés pour l'année en cours			391

Source: CNSS, Annuaire statistiques N°15, année 2007.

Tableau 20 : Evolution des cotisations et allocations de l'assurance vieillesse de la CNSS de 2005 à 2007 (en F CFA).

	2005	2006	2007
Cotisations		13.151.285.886	14.435.629.552
Allocations versées		6.617.097.190	7.939.399.161

Source: CNSS, Annuaire statistiques N°15, année 2007.

Tableau 21 : Evolution des fonds mobilisés et des effectifs des titres de la CARFO de 2004 à 2008 (en milliards de F CFA)*

	2004	2005	2006	2007	2008
Effectifs de titres	24 451	25 522	26 902	28 415	30 070
Montant versés	12	12	13	14	15

* Ces données concernent les fonctionnaires, les militaires et les magistrats

Source: « Livre blanc de la fonction publique », MFRPE/SIGASPE 2008.

Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées

Nom	Fonction	Institution
Dieudonné VEBAMBA	Secrétaire Permanent par intérim	Secrétariat Permanent du Conseil National de la Statistique
Alain BRILLEAU	Chef de file de l'Assistance Technique, Projet ARC – SSN	
Arouna NJOYA	Assistant Technique multisectoriel, Projet ARC- SSN	
Anne JOSEPH	Chargée de Programme	Délégation de la Commission de l'Union Européenne au Burkina Faso
Frédéric KABORE	Directeur Général des Stratégies et Politiques d'Emploi	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
Idrissa OUEDRAOGO	Directeur des Statistiques, de la Prospective et du Suivi des Emplois	
Lassané Ouedraogo	Directeur de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle	
Mamadou TRAORE	Directeur des Statistiques Locales et de la Documentation	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
Idrissa SAVADOGO	Directeur des Agents Publics des Collectivités et des Elus Locaux	
Jacques Sosthène DINGARA	Directeur des Etudes et de la Planification	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
Seydou SAWADOGO	Chef de Service des Etudes Statistiques	
Théophile DIMTOUNDA	Directeur de la Statistique, de l'Informatique et de la Prospective	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
Salfo OUEDRAOGO	Direction de la Statistique, de l'Informatique et de la Prospective	
Labasse BENGALY	Direction de la Statistique, de l'Informatique et de la Prospective	
Hamado GUENDE	Chef de Service de la Statistique	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
Namaro YAGO	Directeur des Statistiques et des Synthèses Economiques	Institut National de la Statistique et de la Démographie

Annexe 4 : Aide mémoire de fin de mission

Projet ARC-SSN Mission Emploi 2

Objectifs

- Améliorer les publications existantes
- Proposer des maquettes de nouvelles publications
- Proposer un plan de communication et de diffusion des statistiques de l'emploi.

1

Plan de la présentation

1. Présentation des publications et statistiques existantes
2. Constat
3. Propositions pour les publications
4. Contenu d'une publication synthétique sur l'emploi.

2

I.1 Publications existantes

- Annuaire statistique sur le marché de l'emploi de l'ONEF

Il centralise les données de l'ANPE et du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi

- 1. Emploi
 - ANPE: demandes et offres d'emplois, stages de formation
 - Concours de la Fonction publique
 - Activité des structures de financement de projets (FONA, FASI et FAPE).
- 2. Formation professionnelle
 - Formation dans le cadre du Programme de Formation aux métiers (PFM), Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et d'Apprentissage (FAFPA)
- 3. Entrepreneuriat (projets ANPE)
- 4. Mouvements de jeunesse

I.1 Publications (suite)

- Annuaire statistique du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale (MTSS)
 - Les infractions constatées lors de missions de contrôle par les inspecteurs du travail
 - Les mouvements de travailleurs (contrats de travail, licenciements) notifiés aux DRTSS
 - Les accidents de travail ayant fait l'objet d'enquêtes
 - Les conflits du travail à partir des plaintes déposées par les employeurs et employés
 - Les pires formes de travail des enfants sur la base d'enquêtes menées par les inspecteurs du travail auprès des carrières, mines d'or et exploitations agricoles.

I.1 Publications (suite)

- Annuaire statistique de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
 - Les employeurs du secteur privé et des entreprises publiques selon le régime
 - Les assurés selon leur couverture: assurance vieillesse, prestations familiales
 - Les risques professionnels
 - Le recouvrement des cotisations et les prestations offertes
- Le livre blanc de la Fonction publique MFPRE
 - Les effectifs de l'administration centrale et leurs caractéristique
- Les recensements et enquêtes auprès de ménages de l'INSD (RGPH, EBCVM, QUIBB, 1.2.3)

II. Constat

- Beaucoup d'informations publiées mais elles sont parcellaires et posent le problème de la couverture des données
- Des informations insuffisamment documentées
- Des statistiques détaillées qui mériteraient d'être synthétisées
- Des concepts clés non harmonisés

II.1 Couverture des données

- Les statistiques du MTSS reposent sur des contrôles librement effectués par les inspecteurs du travail et les déclarations des employeurs, la couverture des phénomènes n'est pas connue
- Les demandeurs d'emploi enregistrés à l'ANPE constituent sans doute une très faible proportion des personnes à la recherche d'un emploi
- Il n'existe pas de fichier d'entreprises qui fournirait des données complètes sur le secteur moderne
- Le secteur public n'est pas totalement couvert: pas d'informations sur les entreprises publiques, les collectivités territoriales, ...
- Le secteur informel bien que prédominant est mal connu

II.2 Documentation des données

- Champ couvert, définition de la population étudiée et les éventuelles limites.
 - Les demandeurs d'emploi (ANPE)
 - Définition des demandeurs d'emploi, tous les demandeurs d'emplois sont-ils des chômeurs ?
 - Modalités d'actualisation du fichier des demandeurs
 - La formation professionnelle
 - Rappel du dispositif de formation (PFM, FAFPA, ...)
 - Publics cibles
 - Poids de ces initiatives dans le dispositif de formation professionnelle national

II.3 Des statistiques détaillées

- Publications actuelles sont très détaillées
- Elles répondent davantage à un objectif de rapport d'activité qu'à celui d'un annuaire.
- Besoin de produire des informations plus synthétiques pour analyser le marché de l'emploi.

II.4 Concepts non harmonisés

- La définition de la population en âge de travailler n'est pas harmonisée. Elle varie selon les sources et les périodes:
 - Recensement de la population 1996 = 6 ans et plus
 - Recensement de la population 2006 = 5 ans et plus
 - Enquêtes auprès des ménages réalisées par l'INSD (QUIBB 2005 et 2007) = 15 à 64 ans.
- La définition de la population active occupée dans le RGPH 2006 n'est pas conforme à celle du BIT : il s'agit des personnes qui ont travaillé au moins 3 jours pendant la semaine de référence. Alors que les enquêtes QUIBB adoptent la norme du BIT : au moins 1 heure au cours de la période de référence.
- L'absence d'une définition normée rend difficile les comparaisons nationales et nécessite au mieux un retraitement systématique des données.

III.1 Propositions pour les publications existantes

- Documenter les données :
 - Champ et définition de la population étudiée.
 - Méthode collecte, éventuels problèmes et limites.
- Produire des statistiques plus synthétiques:
 - Présenter les chiffres clés en évolution et non pas seulement pour l'année en cours.
 - Agréger les critères d'analyse pour mieux dégager les grandes tendances.

11

III.2 Propositions pour de nouvelles publications

- Un annuaire de l'emploi regroupant l'ensemble des données disponibles, assorti d'un bulletin d'analyse. Ces documents seraient produits annuellement par l'ONEF.
- La production d'un bulletin trimestriel semble prématurée compte tenu des données actuellement disponibles.

12

IV. Contenu de l'Annuaire de l'emploi

- Repose sur les conclusions de la mission Emploi1 et sur les travaux réalisés par Afristat dans le cadre du projet LMIS - ACBF «Amélioration des données statistiques du Marché du Travail et le renforcement de la gestion de l'information et des systèmes de suivi de la pauvreté en Afrique ».
- Il intègre certains des indicateurs clés du marché du Travail du BIT, ainsi qu'une partie des indicateurs de suivi de la Politique Nationale de l'Emploi.

13

IV.1 Les thèmes

1. Démographie
2. Education
3. Emploi
4. Demande et offre de main-d'œuvre
5. Dialogue social
6. Protection sociale
7. Secteur informel

14

IV.2 Thème Emploi

- Participation au monde du travail :
 - ✓ Taux d'activité (QUIBB 2005, 2007, RGPH 2006)
- Indicateurs de l'emploi :
 - ✓ Situation dans l'emploi (QUIBB 2005, 2007, RGPH 2006)
 - ✓ Emploi par secteur d'activité et par branche économique (QUIBB 2005, 2007, RGPH 2006)
 - ✓ Nombre d'employeurs (secteur privé + entreprises publiques) (CNSS)
 - ✓ Effectifs de la Fonction publique (MFPRE/SIGASPE)
- Salaires et revenus
 - ✓ Revenus mensuel dans l'emploi principal par secteur d'activité (Enquête Emploi Ouagadougou 2001)
 - ✓ Rémunération mensuelle moyenne dans la fonction publique (SIGASPE/MFPRE ou MEF/Solde)

15

IV.2 Thème Emploi (suite)

- Chômage et sous-emploi :
 - ✓ Taux de chômage urbain et taux de chômage des jeunes (QUIBB 2005, 2007, RGPH 2006)
- Inactivité :
 - ✓ Taux d'inactivité et caractéristiques de la population inactive (QUIBB 2005, 2007, RGPH 2006)

16

IV.3 Thème Demande et offre de main-d'œuvre

- Demandeurs d'emploi:
 - ✓ Nombre et caractéristiques des demandeurs d'emploi (ANPE)
 - ✓ Nombre de personnes en formation ou en stage (ANPE, ONEF, MESSRS)
- Offres d'emploi :
 - ✓ Nombre et caractéristiques des offres d'emploi (ANPE, journaux)
 - ✓ Concours de la fonction publique (MFPRE)
- Couverture des demandes d'emploi
 - ✓ Taux de couverture des demandes d'emploi (ANPE)
- Contrats de travail signés
 - ✓ Nombre de contrats de travail enregistrés (MTSS)

17

IV.4 Thème Dialogue social

- Infractions à la réglementation du travail (MTSS)
- Nombre de conflits individuels et collectifs du travail (MTSS)
- Résolution des conflits de travail (MTSS)

18

IV.5 Thème Protection sociale

- Nombre d'assurés sociaux et caractéristiques hors fonction publique (CNSS)
- Prestations versées (CNSS)
- Nombre d'assurés de la fonction publique (CARFO)
- Retraites versées (CARFO)

19

IV.6 Thème Secteur informel

- Estimation du nombre d'emplois dans le secteur informel selon le secteur d'activité le milieu et la région:
 - Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH)
 - Recensement général de l'agriculture (RGA)
 - Recensement industriel et commercial (RIC)

20

Liste des personnes ayant assisté à la restitution

Nom	Fonction	Institution
Dieudonné VEBAMBA	Secrétaire Permanent par intérim	Secrétariat Permanent du Conseil National de la Statistique
Alain BRILLEAU	Chef de File de l'Assistance Technique, Projet ARC – SSN	
Arouna NJOYA	Assistant Technique multisectoriel, Projet ARC- SSN	
Anne JOSEPH	Chargée de Programme	Délégation de la Commission de l'Union Européenne au Burkina Faso
Christian L. DARANKOUM	Direction des Statistiques, de la Prospective et du Suivi des Emplois	Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
Firmin NANA	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation professionnelle	
Jacques Sosthène DINGARA	Directeur des Etudes et de la Planification	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
Seydou SAWADOGO	Chef de Service des Etudes Statistiques	
Labasse BENGALY	Direction de la Statistique, de l'Informatique et de la Prospective	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
Mouni ILBOUDO	Service de la Statistique	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
Sophie GUILLEMIN	Consultante	
Christine KANTIONO	Assistante de programmes	Direction Générale de la Coopération

Annexe 5 : Termes de référence de la mission

Contexte

L'existence de statistiques fiables sur l'emploi revêt une importance particulière tant pour les Autorités nationales que pour les partenaires techniques et financiers. La production régulière de telles statistiques passe par l'existence d'un système d'information statistique lui-même fiable et cohérent. Un système d'information sur le marché de l'emploi (SIME) utile est celui qui fournit, tant aux demandeurs d'emploi qu'aux décideurs, des informations permettant d'évaluer la situation du marché de l'emploi sur la base de leurs perspectives respectives. Il convertit les statistiques relatives au marché de l'emploi et les autres faits et informations pertinents en réponses aux questions posées par les décideurs à tous les niveaux du marché de l'emploi.

Le SIME est composé au Burkina Faso de plusieurs organismes et organisations de l'Etat produisant ou supposés produire ou détenir des informations sur l'emploi (INSD, MJE, ANPE, ONEF, MTSS, CNSS, MFPRE, MATD).

Au regard de l'importance relevée des statistiques sur l'emploi, l'amélioration du SIME burkinabè a été inscrite comme un des axes d'intervention du Projet d'Appui au Renforcement des Capacités du Système Statistique National (ARC-SSN). Le Projet ARC-SSN s'adresse aux services producteurs de données statistiques des secteurs sociaux de la santé, de l'éducation, de la justice et de l'emploi pour une amélioration de la qualité de la production statistique au regard de leur importance dans le cadre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Il a démarré ses activités le 20 octobre 2008 et mobilise une assistance technique en appui aux structures productrices des données de l'emploi.

Un diagnostic du SIME a été réalisé en décembre 2008 par une première mission d'assistance ponctuelle du Projet ARC-SSN qui a permis de dresser la situation de ces différentes structures et de proposer des améliorations à opérer afin d'aboutir à un système d'information statistique cohérent qui assure la régularité, la fiabilité et la qualité des données.

Un atelier de validation du système d'information et des outils de collecte des données sur l'emploi s'est tenu le 27 avril 2009 à Ouagadougou. Financé par le devis programme du Projet ARC-SSN, il a connu la participation de l'ensemble des structures intervenant dans le SIME et a permis (i) de valider les propositions d'amélioration du SIME recommandées par la mission de diagnostic, (ii) de valider les maquettes de collecte des informations, (iii) de s'accorder sur le contenu des différentes publications et sur un calendrier de production.

Les travaux d'amélioration des publications existantes ou d'élaboration de nouvelles publications nécessitent l'appui d'une expertise internationale pour permettre la production de publications statistiques répondant aux normes internationales.

Le financement de ces nouvelles publications est prévue dans le devis programme du Projet ARC-SSN.

Objectif général

La mission a pour objectif d'apporter un appui technique aux structures en charge des statistiques de l'emploi pour l'élaboration de maquettes de publications dans le domaine des statistiques de l'emploi.

Activités à réaliser

La mission aura principalement pour tâches de :

- examiner les publications existantes ;
- examiner les données existantes dans les différentes sources ;
- proposer des améliorations de ces publications et des maquettes d'autres publications ;
- proposer un plan de communication et de diffusion.

Résultats attendus

Les principaux résultats attendus de cette consultation sont les suivants :

- des maquettes améliorées des publications existantes ;
- des maquettes de nouvelles publications ;
- un plan de communication et de diffusion des statistiques de l'emploi.

Nombre et qualification de l'expertise

L'équipe mobilisée sera constituée d'un Expert international de catégorie I.

Le consultant international sera un statisticien spécialiste du domaine de l'emploi et ayant des compétences en matière de publication et de diffusion.

Date et durée de la mission

La mission est prévue pour se dérouler du 26 juillet au 8 août 2009.

Méthode de travail

Equipe de travail :

- Expert international
- Chef de file de l'assistance technique ARC-SSN
- Assistants techniques ARC-SSN / Multisectoriel et INSD
- Cadres des différentes structures

Liste des responsables à rencontrer :

- Secrétaire permanent du Conseil national de la statistique ;
- Directeur général de l'INSD ;
- Directeur général des stratégies et programmes d'emploi (DGSPE) du Ministère de la jeunesse et de l'emploi ;
- Directeur de la statistique, de l'informatique et de la prospective du Ministère du travail et de la sécurité sociale (DSIP/MTSS) ;
- Directeur des études et de la planification du Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État (DEP/MFPRE) ;
- Directeur général de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ;
- Directeur de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- Directeur général chargé des Collectivités Territoriales du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation ;
- Directeur de l'informatique et de la statistique de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale
- Etc.

Documentation à consulter (à mettre à disposition au début de la mission)

- Publications des différentes structures
- Rapport de la mission Emploi 1
- Compte rendu de l'atelier de validation du SIME du 27 avril 2009

Rapports

- Aide mémoire à la fin de la mission
- Rapport provisoire de mission sous 20 jours
- Finalisation : 15 jours de délai pour les commentaires des structures impliquées, 15 jours de délai pour la rédaction du rapport final